

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 29 juin 2024

Plein de bonnes nouvelles aujourd'hui, et ce n'est peut-être pas fini, qui sait ?

Le troisième tour pourrait se dérouler dans la rue, sur les barricades ou il n'aura pas lieu.

- Législatives 2024 : le nombre de procurations atteint les deux millions, un record - FranceInfo 28 juin 2024

- Législatives 2024 : vers une mobilisation inédite des électeurs ? - FranceInfo 29 juin 2024

Leur instrumentalisation de dernières minutes concerne les votes par procuration, qui s'élèveraient à deux millions. Un record, normal, selon les médias mainstream qui y voient un regain d'intérêt des Français pour ces élections législatives, motivés par leur enjeu politique, leur crainte de voir accéder au pouvoir « *les extrêmes* ». Vraiment ? En réalité, le premier tour aura lieu le dimanche du premier week-end de juillet, quand des millions de Français seront partis en vacances, d'où leur recours exceptionnel à cette procédure.

Peu importe, il n'en aura pas fallu davantage pour qu'ils tablent sur une hausse de la participation, un scénario qu'aurait prévu le despote de l'Élysée en annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale, voyez-vous cela, le malin aurait tout prévu. Biden aussi, on en rigole d'avance ! (lire plus loin)

Tribune libre.

La Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

L'éditorial par Daniel Gluckstein

Ingouvernabilité, guerre civile, coup d'État, révolution...

Où va la France ?

La crise de la Ve République s'aggrave de jour en jour. Nul ne peut en comprendre les ressorts s'il ne part pas des forces sociales en présence et de leur confrontation.

La clef de voûte de la Ve République, c'est le président de la République. Le rejet de Macron, tel qu'il s'est exprimé le 9 juin, fut si massif qu'il a impacté le régime lui-même. Or la Ve République, c'est l'enveloppe institutionnelle de l'État. Qu'est-ce que l'État ? L'instrument de l'oppression d'une classe sociale par une autre classe sociale, indispensable au bon fonctionnement du système capitaliste. Sans disposer de l'État, une poignée de multimilliardaires qui contrôlent les moyens de production ne pourraient exploiter la force de travail de l'immense majorité. À travers les

institutions, c'est aujourd'hui l'État qui est en cause et, à travers lui, le régime de la propriété privée des moyens de production.

Les institutions de la Ve République n'ont pas la souplesse d'un régime parlementaire dans lequel les alliances et les combinaisons peuvent varier autant que nécessaire pour préserver le régime lui-même. Sous la Ve République, le mode d'élection basé sur le scrutin de circonscription uninominal à deux tours rend difficile la constitution d'alliances après élection. Le principe en est plutôt que des coalitions constituées avant le vote cherchent à gagner une majorité de sièges pour former le gouvernement. Aujourd'hui, à quelques jours du premier tour, l'hypothèse d'un seul bloc disposant d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas la plus probable. À quoi s'ajoutent les problèmes soulevés par une éventuelle cohabitation. Au point que le pronostic d'« *ingouvernabilité* » après le 7 juillet revient de plus en plus fréquemment dans les médias.

Nos adversaires, qui savent que ce n'est pas la première fois que nous évoquons l'agonie de la Ve République, ironiseront peut-être : « *Ah, bon, à l'agonie depuis si longtemps ?* » Oui. Cette agonie se prolonge du fait de l'incapacité des deux classes sociales en présence à conclure de manière définitive. La classe capitaliste, parce qu'en dépit des coups qu'elle a portés ne parvient pas à démanteler jusqu'au bout les droits et garanties arrachés par le combat ouvrier depuis près d'un siècle (notamment dans les grands mouvements de classe en 1936, 1945, 1953, 1955, 1968...). La classe ouvrière, parce qu'en dépit de mobilisations par millions a été et est confrontée à des directions qui, quand vient l'heure d'organiser la confrontation, par exemple par l'appel à la grève générale, choisissent de se dérober. On l'a vu récemment dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

En se prolongeant, l'agonie du régime pousse à une décomposition générale, institutionnelle, politique, sociale. Ce régime est à ce point discrédité qu'il ne peut, en se maintenant sous sa forme actuelle, qu'aggraver le rejet et ouvrir la voie à un effondrement total. Mais c'est un fait qu'à ce stade aucune force sociale n'est en mesure d'imposer une solution alternative, que seule pourrait dégager soit une force résolument orientée vers le coup d'État militaire, le totalitarisme et/ou l'extension de la guerre (ce dont Macron a ouvertement menacé le pays en évoquant le 24 juin le spectre de la « *guerre civile* ») ; soit la classe ouvrière s'orientant vers l'issue révolutionnaire pour prendre le pouvoir entre ses mains.

Que peut-il alors advenir ?

Pour répondre à cette question, il faut, répétons-le, partir de la situation des deux classes sociales fondamentales en présence : la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Comme toutes les bourgeoisies, la bourgeoisie française déteste et craint par-dessus tout la déstabilisation. Elle a besoin de stabilité pour faire tourner ses affaires. La zone de turbulence dans laquelle le pays est entré est source d'inquiétude. La pression exercée par les agences de notation – c'est-à-dire le capital financier des États-Unis – et par l'Union européenne et le FMI, tout cela va dans le même sens : la bourgeoisie est sommée de faire des progrès de productivité. Elle doit par conséquent être capable d'aller plus loin dans la remise en cause des droits ouvriers, responsables, à ses yeux, d'un « *coût du travail* » exorbitant.

Quel que soit le résultat sorti des urnes le 7 juillet, la classe capitaliste a besoin de garanties solides concernant la préservation de ses intérêts par un futur gouvernement. Dans la situation actuelle, ces garanties se concentrent sur deux questions clefs.

La première concerne la préservation des institutions. Les « *trois grands blocs* » s'y engagent : celui constitué par les macronistes, la droite et le centre bien sûr ; mais aussi le Rassemblement national (RN) ; c'est le cas également du Nouveau Front populaire (NFP), qui renvoie à un futur indéterminé l'objectif pour le moins vague d'« *abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions* » et de passer « *à une 6e République par la convocation d'une assemblée constituante* ». De manière immédiate, en cas de victoire électorale, tous s'engagent à cohabiter avec Macron. En application de la Constitution de la Ve République, une fois l'élection passée, Macron nommera donc le Premier ministre (article 8), présidera le Conseil des ministres (article 9), promulguera (ou non) les lois votées par le Parlement (article 10), signera (ou non) les ordonnances et les décrets (article 13). Comme « *chef des Armées* » (article 15), c'est lui qui aura le pouvoir d'engager (ou non) la France dans des conflits. Il conservera la prérogative de négocier et ratifier les traités internationaux (article 52). Et surtout, il disposera avec l'article 16 de la possibilité d'instaurer l'état d'urgence qui suspend les libertés et concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Question : rompre avec la politique des gouvernements précédents, est-ce possible en gardant Macron avec tous les pouvoirs de censure et de verrouillage que lui confère la Constitution ?

La seconde, c'est le consensus sur la politique de guerre. La guerre impérialiste en cours forme un tout. En Europe, elle exige l'armement et le surarmement de l'Ukraine, alimentant le bain de sang qui fauche des milliers de vies des deux côtés du front. Au Moyen-Orient, elle a pour fondement la négation des droits nationaux du peuple palestinien (ce qui, depuis la partition de 1947 jusqu'au génocide d'aujourd'hui, constitue une marque essentielle de l'ordre impérialiste). La poursuite de la guerre, c'est la garantie de juteux profits. Des centaines de milliards de dollars ont été investis depuis plus de deux ans dans la guerre en Ukraine par le bloc (de plus en plus intégré) formé par l'Union européenne, l'OTAN et les États-Unis ; à quoi s'ajoutent les investissements nécessaires aux préparatifs guerriers contre la Chine et l'armement du gouvernement génocidaire d'Israël. Pour toutes ces raisons, pour l'impérialisme mondial – dominé par l'impérialisme américain –, il est hors de question que la France se dégage du rôle de supplétif qui lui est assigné, sous la direction de Washington, dans le cadre de l'OTAN. S'agissant de la guerre, Bardella s'engage à tenir les engagements de la France, en Ukraine et au Moyen-Orient. Le programme du NFP prend lui aussi l'engagement de poursuivre la « livraison d'armes nécessaires à l'Ukraine » et d'inscrire sa politique moyen-orientale dans le cadre des résolutions de l'ONU...

Question : quel crédit apporter à l'engagement de « *rupture* » revendiqué par le programme du NFP dès lors que ce programme s'engage à consacrer à la guerre les centaines de milliards qui font et feront défaut aux écoles, aux hôpitaux, aux services publics de plus en plus démunis ?

Toutes les coalitions en présence s'engagent donc au respect des institutions et de l'engagement dans la guerre. Il n'en découle pas pour autant que les cercles dirigeants du capital financier sont indifférents à la composition du futur gouvernement. Face au risque d'« *ingouvernabilité* », leur préférence – ou plutôt leur moindre répugnance – pourrait se tourner vers un gouvernement d'« *arc républicain* », une majorité parlementaire allant des Républicains à la social-démocratie, comme le recommande Édouard Philippe. Encore faudrait-il que les forces soient suffisantes à l'Assemblée nationale pour former une telle majorité. Encore faudrait-il qu'elles le veuillent. Et à condition – exigeront les dirigeants capitalistes – que ce gouvernement ne renonce pas à imposer les contre-réformes contre la classe ouvrière. Or un tel gouvernement serait marqué dès sa constitution par son extrême fragilité. Il pourrait rapidement être tétanisé face à la résistance ouvrière. Au mieux donc, ce serait pour la bourgeoisie la « *moins pire* » des solutions. Mais pour combien de temps ?

À défaut, une partie des cercles dirigeants du capital financier laisse entendre qu'ils pourraient s'accommoder, au moins provisoirement, d'un gouvernement de cohabitation Macron-Bardella. Mais à condition de lui imposer leur agenda. Le RN est réticent, bien qu'il donne de plus en plus de

gages, y compris sur le respect de l'Union européenne. Il craint l'effet d'« *usure* » d'un gouvernement de cohabitation qui ferait ombrage à la possible élection de Marine Le Pen en 2027. Les cercles dirigeants du capital financier, eux – à ce stade –, voudraient éviter une confrontation brutale avec la classe ouvrière. Mais s'il n'est pas d'autre moyen, certains secteurs sont aujourd'hui prêts à en courir le risque avec un gouvernement du RN, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Qu'en est-il du NFP ? Bien qu'il porte en gros caractères le mot « *rupture* », son programme, on l'a vu, reste dans le cadre des institutions. Les dirigeants du NFP qui se portent candidats au poste de Premier ministre revendiquent de siéger dans un Conseil des ministres présidé par Macron. Les cercles dirigeants du capital financier sont pourtant réticents à une telle combinaison et ne s'y résoudront que si vraiment il n'y a pas d'autre possibilité. Leurs craintes ne portent pas sur les intentions des dirigeants du NFP, dont les partis et les dirigeants ont fait la preuve dans le passé de leur capacité à gouverner sans rompre ni avec la Ve République ni avec le capitalisme. Ce que craint la bourgeoisie, c'est la base sociale du NFP, ces millions de travailleurs et de jeunes qui, en votant pour lui, le chargent de leurs revendications et de leurs aspirations.

Que veulent les travailleurs et les jeunes ? Ils ont des revendications vitales sur le pouvoir d'achat, le logement, l'école, les hôpitaux, les conditions de travail, la Sécurité sociale. Ils veulent un pouvoir qui les satisfasse. La plupart font majoritairement confiance aux partis du NFP. Mais ces revendications, ces aspirations appellent, pour devenir réalité, une rupture dans les faits et pas seulement sur le papier. Cette exigence de rupture avec le capital financier, les institutions de l'Union européenne et la Ve République, portée par la mobilisation sociale de millions, les capitalistes la craignent. À raison !

Les dirigeants du NFP eux-mêmes oscillent entre deux attitudes : revendiquer de gouverner le pays en multipliant les preuves de leur « *sérieux* », comme l'ont fait Coquerel et Vallaud présentant leur programme au Medef afin de convaincre les patrons, faisant appel à leur « *patriotisme économique* » et leur « *bonne volonté* » ; ou s'engager tout de suite dans une compétition pour savoir qui sera Premier ministre et ainsi déchaîner la division entre dirigeants qui, pourtant, revendiquent le même programme. Faudrait-il finalement, par la division, permettre à Macron de garder les rênes du pouvoir ? Faudrait-il tout renvoyer à 2027 ? Serait-ce là notamment le calcul de Mélenchon dont l'objectif essentiel est son élection à la présidentielle dans trois ans ?

Ingouvernabilité... Le Monde évoque un coup d'État institutionnel via une manœuvre pour un troisième mandat. Europe 1 souligne le possible recours à l'article 16. Et Macron agite la menace de la « *guerre civile* » qui pourrait justifier ce recours à l'article 16...

Les travailleurs et les jeunes qui votent pour le NFP ne sont ni aveugles ni amnésiques. Ils savent qu'il y a eu dans le passé des gouvernements, sous Mitterrand, sous Hollande, sous Jospin, qui rassemblèrent tous les partis que l'on retrouve aujourd'hui dans le NFP (ou leurs dirigeants) et refusèrent alors de s'engager sur la voie de la rupture. Souvent, lorsqu'ils sont interrogés à ce sujet, travailleurs et jeunes répondent : « *Nous n'avons pas oublié, mais on ne peut pas tout régler en même temps, c'est pourquoi nous voulons d'abord bloquer l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et ensuite nous nous attèlerons à imposer un gouvernement qui mène une politique de rupture.* »

C'est dans ce contexte que le Parti des travailleurs a été amené à avancer le mot d'ordre « *Dégager Bardella, chasser Macron, rupture ouvrière* ». Des millions de travailleurs et de jeunes voteront pour le NFP parce qu'ils estiment que c'est la voie la plus économique pour imposer une politique de rupture, rupture avec la guerre, avec la misère, avec toutes les contre-réformes.

Sans illusion dans le programme du NFP, le Parti des travailleurs est partie prenante de ce mouvement de millions. En toute indépendance, déployant notre propre politique et nos propres mots d'ordre, nous conforterons le mouvement par lequel les travailleurs diront à ces dirigeants : « *Prenez le pouvoir entre vos mains, dégagez Macron, dégagez les institutions de la Ve République ! Formez un gouvernement Mélenchon-Roussel-Faure sans Macron ni patrons, sans les institutions de la Ve République ! Formez un tel gouvernement, mettez sans délai en œuvre les premières mesures d'urgence, sans craindre de rompre avec la Ve République et le capitalisme !* ». (Je pense qu'on ne devrait pas encourager les travailleurs à formuler leurs illusions dans les partis pourris du NFP. Je ne crois pas que ce soit le meilleur moyen de combattre ces illusions, aucune expérience dans le passé ne permet de le justifier, c'est une très grave erreur politique. Devraient-ils faire de même envers les capitalistes juste pour tester leur réaction ? On est en droit de se poser ces questions, non ? Et puis quoi encore, sachant pertinemment de quoi il retourne, bien d'autres arguments sont à notre disposition pour les amener à comprendre la nature du Front populaire, de ses partis, du capitalisme. – J-C)

Pour le Parti des travailleurs, cela exige notamment la confiscation des centaines de milliards de la loi de programmation militaire, des profits des capitalistes et des dividendes versés aux actionnaires, et leur affectation aux besoins du peuple travailleur.

Finalement, tout se concentre dans la capacité des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes pour faire prévaloir leurs besoins. L'issue ne pourra surgir que dans la confrontation directe entre les classes. Le Parti des travailleurs, bien qu'il ne le revendique pas explicitement dans son programme, ne peut se construire que comme un parti révolutionnaire qui assume non seulement la perspective de la rupture, mais aussi le combat pour lui ouvrir la voie, c'est-à-dire aider à organiser la lutte de classe par le combat pour l'unité.

La solution viendra de la rupture. Cette rupture peut être ouvrière et révolutionnaire et emprunter la voie démocratique du combat pour l'Assemblée constituante et le gouvernement ouvrier. Elle peut à l'inverse être une « rupture » de type totalitaire, prenant y compris la forme d'un coup d'État ou d'une dérive vers une nouvelle forme de fascisme.

Tel est l'enjeu de la nouvelle étape de confrontation qui mûrit entre les classes sociales.

N. B. : Cet éditorial a été rédigé les 24 et 25 juin. Au rythme extrêmement rapide des événements, il sera probablement dépassé dans tel ou tel aspect factuel avant même l'impression du journal. Il reviendra aux travailleurs, aux jeunes, aux militants ouvriers qui nous lisent de juger si, au-delà de tel ou tel détail, la ligne générale de notre analyse et les conclusions que nous en tirons sont utiles ou non au combat d'émancipation.

Mes commentaires publiés dans deux blogs.

Note aux lecteurs.

Si vous souhaitez partager vos idées sans vous faire insulter ou sans être censuré, vous pouvez les adresser au blog *Le Grand Soir* qui a publié tous mes commentaires jusqu'à présent. Je suis sûr qu'il accueillera les vôtres avec plaisir, si toutefois vous respectez les autres lecteurs et que vous ne tentez pas d'imposer vos idées par des moyens déloyaux.

Toutes les tendances du mouvement ouvrier interviennent dedans, certains lecteurs vont voter NFP, LO, PRCF, RN, s'abstenir ou voter blanc.

En revanche, je ne vous conseille pas de vous connecter et d'envoyer des commentaires au blog *Réseau Internationale* étranger au mouvement ouvrier et où pullulent des lecteurs d'extrême droite que vous ne serez peut-être pas en mesure d'affronter.

- le Front populaire historique ne se concevait pas sans une dialectique très active, et entièrement tournée contre le grand capital

Or, le Front populaire refusa obstinément de s'attaquer au "*grand capital*", aux fondements du capitalisme, trahissant chaque fois ses engagements, et vous osez ressortir cela ? Avis à ceux qui en pincerait pour le PRCF.

- Le plus troublant dans l'affaire Assange, c'est qu'il soit encore en vie, qui plus est, libre et apparemment en pleine forme.

D'autres personnages plus ou moins importants ont raconté qu'ils avaient été victimes de dizaines de tentatives d'assassinats pour finalement en réchapper miraculeusement, par exemple Meyssan ou Castro. D'autres généralement méconnus, mais figurant parmi des témoins gênants, ont eu moins de chance qu'eux et ont été liquidés à la première occasion.

Personnellement, je n'ai jamais fait référence aux "*révélations*" de WikiLeaks, parce que des médias-oligarques (Le Monde) en avaient été des destinataires, j'ai toujours pensé qu'il y avait quelque chose de pas très propre derrière, quoi, je l'ignore précisément.

- Vous avez décrit Assange comme un agent des Rothschild et d'Israël, entre autres.

Or, en cherchant bien sur le Net pendant plus d'une heure, je n'ai trouvé absolument aucun article en anglais ou français corroborant ces graves accusations, pas la moindre trace.

En revanche, j'ai découvert que le blog délirant nommé La Cause du Peuple en était à l'origine, et que la plupart des assertions que je suis parvenu à vérifier étaient fausses ou un tissu de connerie, par exemple, Rothschild fondateur de Frontline, le passage sur Soros également, tout le reste s'est avéré être à l'avenant.

Du coup, je me désolidarise de votre commentaire, et je n'en diffuserai pas le contenu dans mon blog. Ce qui est dingue, c'est qu'il faille systématiquement tout vérifier avant de publier quoi que ce soit, c'est épuisant.

Quand on reproduit des infos d'une telle importance provenant d'un blog ou d'une autre source, la moindre des choses seraient de la communiquer aux lecteurs pour qu'ils puissent immédiatement en vérifier la validité ou le sérieux.

- De mon trou en Inde. Quel magnifique exercice de démocratie ouvrière !

Merci Le Grand Soir de permettre une telle confrontation d'idées en publiant tous ces commentaires sincères et étayés. Merci à tous ces honnêtes lecteurs animés de bonnes intentions qui défendent loyalement leurs idées sachant qu'elles peuvent encore évoluer, et qui partagent le même idéal humaniste, le plus élevé qui soit. Comme quoi c'est parfaitement possible de discuter ensemble librement sans s'insulter ou s'étriller.

Cela devrait permettre d'y voir plus clair ou d'éclaircir notre horizon, qui demeure désespérément bouché depuis de trop nombreuses décennies, et de faire renaître chez des millions de travailleurs et des milliers de militants ouvriers l'espoir dans le socialisme, la seule alternative au capitalisme ou qu'un changement de régime politique et économique est indispensable et possible.

Cela devrait contribuer à définir une politique juste, qui d'un coup balayera nos désaccords et réalisera notre unité, sans laquelle nous ne vaincrons jamais nos ennemis. Car effectivement, personne d'autres que nous n'est responsable des tâches qui nous incombaient, et que nous ne sommes jamais parvenus à résoudre jusqu'à présent, nous devons l'assumer et aller de l'avant, au lieu d'avoir toujours les yeux fixés sur le rétroviseur du passé.

Dans ces commentaires chacun détient un petit bout de la vérité, mais personne n'est parvenu à les rassembler. Qu'est-ce qui devrait nous guider, nos objectifs politiques ou ce que pense untel ou untel, tel ou tel média, à les lire on se dit qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire, mais on progresse. Par exemple, on a lu pas mal de choses sur Mélenchon, qu'en est-il au juste ? Pris au piège de ses contradictions, sauf à les partager et se compromettre, il est indéfendable, alors on ferait mieux de l'oublier.

Il faut aller à l'essentiel pour avancer, sinon on piétinera indéfiniment et on ne s'en sortira jamais. Toutes les voies qu'on a empruntées dans le passé et qui ont conduit à une impasse ou à une défaite, doivent être abandonnées. Pourquoi s'obstiner lorsque les mêmes causes produisent indéfiniment les mêmes effets, c'est stupide.

Là on baigne en pleine confusion. Pour les uns, "*Le principal intérêt de cette élection est de mettre hors d'Etat de nuire la macronie*", pour d'autres, "*battre le parti fondé par des Waffen SS est la tâche de l'heure*", ou encore, "*avec le NFP la promesse d'une rupture. Je préfère essayer la rupture plutôt que de ne rien tenter*".

Sinon on régresse : "*Je crois aussi que l'armée est assez sûr*".

Mais parfois on a le droit à un moment de lucidité : "*toute nouvelle trahison à la socialiste se paiera très cher et verra le RN triompher sans coup férir !!*" Là aussi : "*Le FN n'est pas une pustule étrangère au système dominant. Il est une pièce maîtresse dans sa stratégie de sauvegarde du pouvoir. Il sert la droite (appel au réflexe républicain) comme la fausse gauche (barrage au fascisme) ce qui lui permet de justifier son existence avec un énorme gain : empêcher une vraie gauche de voir le jour et de se renforcer. C'est ce qui explique qu'aucune possibilité de révolution ne pointe son nez à l'horizon alors que tous les ingrédients d'une révolution en France cognent si fort. Bien joué pour le capitalisme.*"

Parfois on brûle, ici par exemple "*La seule chose à faire est de (...) tirer la leçon de nos soixante années de turpitude intellectuelle*", ou encore "*les partis de gauche en France qui ont droit aux*

médias de masse, ne sont pas de gauche.", ici aussi " *LFI est une gauche parfois radicale mais toujours légaliste, démocrate et réformiste.*", là on y est : " *Le pire est que cette gauche ne veut plus affronter le capitalisme mais faire avec.*", ouf, c'est sorti aux forceps !

Pire, on se renie " *si JLM se met simplement en retrait - un sondage du "Nouvel Obs" le confirme : 38% des Français sont prêts à voter NFP et LFI s'il n'est pas impliqué dans un futur gouvernement ; ce qui nous mettrait en tête de tous les partis du pays ! Cela est une excellente surprise et prouve que la Gauche n'a pas dit son dernier mot si elle sait s'y prendre...»*, ou encore, quand " *mener le combat sereinement*" consiste à ne pas " *affoler les gens*", cela signifie qu'on n'a pas hésité à se compromettre avec l'ennemi, cela ne s'appelle pas de la sérénité, mais du sadisme.

Pire encore ou suicidaire, là on touche le fond, il y en a qui avouent avoir voté RN, " *un vote stratégique de déstabilisation de Macron*", et qui le voient déjà au pouvoir, à croire qu'ils l'espèrent.

On nous parle de " *mémoire*" à propos du fascisme, mais pas du Front populaire, du PS ou du PCF, des multiples trahisons de leurs dirigeants successifs pendant près d'un siècle ou plus.

Parmi ce " *qu'on n'a jamais essayé*" : La révolution, tiens, personne ne l'a fait remarquer, un oubli révélateur, plutôt inquiétant, non ?

- Voilà une description bien angélique, vous ne trouvez pas ?

- « *Respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et bénéfice mutuel, et coexistence pacifique*»

Voilà un discours qu'on a entendu autrefois dans la bouche de tous les diplomates des puissances occidentales. Elles avaient exporté ou investi des masses considérables de capitaux sur les continents asiatique, africain et sud-américain, afin de profiter de la détresse économique des pays sous-développés pour en tirer un maximum de profits au détriment des populations locales qui resteront soumises au sous-développement durant près d'un siècle, ou leur imposer un mode de développement économique concourant à les réduire davantage en esclavage, leur modèle de société.

Autrement dit, les travailleurs de tous ces pays se verront accorder une amélioration de leur condition d'existence matérielle, sans pour autant que leurs conditions de vie soient satisfaisantes, car moyennant des conditions de travail harassant et des salaires misérables, de telle sorte qu'ils seront maintenus dans la pauvreté et la précarité absolue, un véritable cauchemar quotidien sans espoir d'en sortir. Dans chaque pays des puissances occidentales, des millions d'ouvriers et leurs familles ont connu le même traitement injuste génération après génération depuis le début du XXe siècle, ce qui signifie qu'ils n'ont pas réellement profité du développement économique de leur pays.

Si nous ne sommes pas égaux face au développement économique dans notre propre pays, affirmer qu'il en irait autrement quand des grandes puissances traitent avec des pays pauvres, c'est nous prendre pour des imbéciles ou des ignorants.

La Chine faisant face à d'immenses besoins en matières premières pour nourrir sa population et assurer son développement futur, elle se sert de ses énormes réserves financières dues à son

excédent commercial et des gigantesques profits qu'elle tire de l'exploitation de ses travailleurs, pour jouer le même rôle économique à l'échelle mondiale que les puissances occidentales aux XIXe et XXe siècle, afin d'assurer la pérennité du capitalisme mondial. Elle investit en Afrique dans des infrastructures, et dans une certaine mesure dans le social, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, les capitalistes firent la même chose un siècle auparavant, parce qu'on ne peut pas faire marcher des usines avec une masse analphabète, indisciplinée, malade, crasseuse, et non par humanisme.

On vit la même chose en Inde où je vais terminer mes jours, et puis je suis issu d'une famille ouvrière française très pauvre, mon père était menuisier en bâtiment. J'ai assisté depuis 1991 au "*développement économique*" de l'Inde. 35 ans plus tard, pour les travailleurs indiens le bilan est effroyable...

Qu'on ne nous raconte pas d'histoire, le caractère hégémonique qui domine les relations entre États, durera aussi longtemps que le système économique mondial reposant sur la confiscation du pouvoir politique et la domination d'une classe sur une autre, n'aura pas été éradiqué de la surface de la Terre.

Enfin une bonne nouvelle de la famille Rothschild et de l'Etat profond américain : Ils sont dans la merde !

J-C – Tout puissant, comme quoi, hein ? Nous les vaincrons, le socialisme s'imposera. N'en déduisez pas hâtivement que le capital financier lâcherait Macron. Il l'a essoré visiblement. Resservira-t-il ou il est bon à jeter, l'avenir le dira.

Législatives 2024 : pour « *The Economist* », il n'y a plus de centre en France (littéralement) - Le HuffPost 27 juin 2024

La Une du magazine économique anglais estime que sur l'échiquier politique, le centre a disparu. C'est-à-dire Macron.

Le big bang politique français résonne bien au-delà de l'Hexagone. Le magazine économique britannique *The Economist* a dévoilé la Une de son prochain numéro ce jeudi 27 juin qui représente un drapeau français déchiré. Et un titre : « *France's center cannot hold.* »

Sur le côté droit, le titre du numéro à paraître samedi 29 juin est clair : « *Le centre français ne tiendra pas.* » Une référence au parti Renaissance d'Emmanuel Macron, coincé entre les blocs de gauche et de droite à trois jours des élections législatives.

Alors que Renaissance avait une majorité relative en 2022, le camp présidentiel pourrait ne pas obtenir plus de 100 sièges (sur 577) à l'Assemblée. De quoi faire dire aux analystes, dont ceux de *The Economist*, hebdomadaire à tendance libérale et plutôt pro-Macron, que le centre représenté par le parti du président de la République pourrait bien disparaître après le 7 juillet prochain. Le HuffPost 27 juin 2024

J-C – Et les Young Leader de Davos ? Comme Macron trop déconnectés de la réalité apparemment...

Présidentielle américaine. Dans le camp démocrate en panique, la course pour remplacer Joe Biden est lancée - Courrier international 29 juin 2024

Gavin Newsom ? Gretchen Whitmer ? Pete Buttigieg ? En panique suite à la performance catastrophique du président Joe Biden lors du débat du 27 juin contre Donald Trump, le parti démocrate ouvre grand les vannes pour un possible changement de candidat à la convention nationale de Chicago.

Une chose est sûre, le remplacement de Joe Biden qui continue, comme le souligne le Financial Times, de vouloir *“rester dans la course et se projette déjà dans le second débat contre Trump”*, programmé le 10 septembre sur la chaîne ABC News, ne sera pas chose aisée.

Trois scénarios se dégagent selon plusieurs médias américains dont le Wall Street Journal.

Première éventualité, Joe Biden décide effectivement de rester dans la course, auquel cas, souligne le journal :

“Il n’y a pas de possibilité pour un autre démocrate de devenir le candidat officiel du parti.”

Deuxième scénario : Joe Biden décide de se désister, les démocrates vont alors pouvoir nommer un nouveau candidat officiel lors de la convention nationale démocrate qui doit se tenir du 19 au 22 août prochain à Chicago.

Enfin, si Joe Biden décidait de se désister après la convention démocrate, cela compliquerait les choses pour son parti, *“le président du parti Jaime Harrison devrait alors consulter les gouverneurs et les élus démocrates du Congrès avant de pouvoir décider d’un remplacement”*. Courrier international 29 juin 2024

États-Unis: le New York Times appelle Joe Biden à se retirer de l'élection présidentielle - BFMTV 29 juin 2024

Le journal américain le New York Times juge que Joe Biden n'est pas le bon candidat face à Donald Trump après son débat raté cette semaine. La convention qui doit désigner officiellement le candidat démocrate aura lieu au mois d'août. BFMTV 29 juin 2024

Crise politique en France et mauvaise farce électorale.

Pourquoi se compromettent-ils ? Les sous !

Le HuffPost - Quand un parti politique parvient à faire élire l'un des siens, celui-ci lui rapporte in fine 37 000 euros par an. Mais même s'il échoue, les rentrées peuvent être conséquentes. Avec une règle simple : tous les partis politiques qui réunissent plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions sont éligibles aux financements de l'État. Et ce, quel que soit leur résultat final. Chaque voix rapportera 1,61 euro chaque année au parti lié.

Il y a donc un enjeu au moins financier à participer à ces élections, quand bien même les chances de l'emporter sont minimes voire nulles. Avec 0 député, Reconquête a tout de même reçu 1 500 000 euros cette année. Et Lutte ouvrière, 370 000 euros.

Le sujet est aussi crucial au moment de nouer des alliances et nécessite de faire dans la dentelle. Car derrière la naissance du Nouveau Front populaire, présenté comme un accord de gouvernement et un programme de près de 200 mesures, il y a des enjeux financiers évidents. Si le PCF hérite de 50 circonscriptions, c'est avant tout parce qu'au-dessous il ne perçoit aucun financement public. Quand LFI « cède » une centaine de circonscriptions au PS, il lui laisse aussi la possibilité de percevoir plus d'argent. huffingtonpost.fr 27 juin 2024

J-C – Le PT, qui ne présentera que 20 candidats, n'est pas à mettre dans ce panier de crabes.

Géorgie.

Géorgie : la loi contre la «propagande LGBT» votée en première lecture - RT 27 juin 2024

Un projet de loi interdisant «la propagande des relations homosexuelles et de l'inceste» dans les établissements d'enseignement et les émissions de télévision a été adopté ce 27 juin en première lecture par la majorité des députés du Parlement géorgien.

L'opposition, elle, a boycotté le vote. Avant que ce texte ne devienne loi, deux autres lectures, prévues d'ici la fin de l'année, seront nécessaires.

Ce texte «concerne la diffusion de scènes intimes à la télévision et pendant les projections de films dans les salles de cinéma, ce qui est une pratique courante», avait précisé le président du Parlement, Shalva Papuashvili, début juin.

Ce projet de loi a déjà fait au début du mois de juin, l'objet de critiques acerbes dans les médias occidentaux. Ainsi, le journal canadien de langue française Le Devoir voyait dans l'usage des «valeurs traditionnelles» une «formule qui n'est pas sans rappeler celles du président russe», quand Politico parlait de «répression à la russe».

Moscou a en effet renforcé sa législation sur la «propagande LGBT» depuis la loi de 2013 interdisant la «propagande» de «relations sexuelles non traditionnelles» auprès des mineurs. Une loi qui a été élargie en 2022 auprès de tous les publics, dans les médias, sur internet, dans les livres et les films. Enfin, en novembre 2023, la Cour suprême russe a qualifié le «mouvement public international LGBT» de groupe extrémiste. RT 27 juin 2024

Bolivie

Un coup d'Etat made in USA raté, qui avait comme une odeur de lithium.

En trois heures, la Bolivie a tremblé et éliminé une tentative de coup d'État 27 juin 2024 - RT 27 juin 2024

Une tentative de coup d'État a été brisée en quelques heures à La Paz, la capitale bolivienne. Le général putschiste Zúñiga a été démis de ses fonctions et arrêté. Cette affaire intervient alors que le pays traverse une crise économique et institutionnelle profonde, mais attire aussi des convoitises en raison de ses vastes réserves de lithium.

Une tentative de coup d'État et des questions. Le général avait promis de «restaurer la démocratie», ses blindés enfonçant le 26 juin les portes du palais du gouvernement bolivien, avant de se retirer rapidement. En trois heures à peine, le général Juan José Zúñiga était démis de ses fonctions et présenté menotté devant les caméras de télévision.

Le président Arce a affronté le général putschistes dans le couloir du palais : *«Je suis votre capitaine et je vous ordonne de retirer vos soldats, et je ne permettrai pas cette insubordination»*, a-t-il lancé. Le président est ensuite apparu au balcon du palais présidentiel, la foule l'acclamant, semblant attester de l'absence de soutien populaire au général.

«J'ordonne à tous ceux qui sont mobilisés de rejoindre leurs unités », a déclaré le nouveau chef de l'armée, José Wilson Sánchez. L'armée a d'ailleurs immédiatement obéi sans broncher au nouveau commandement militaire. Le ministre Eduardo del Castillo a indiqué que l'ancien vice-amiral de la Marine, Juan Arnez Salvador, avait aussi été arrêté.

Toujours selon AP, cette menace de putsch serait intervenue après de vives tensions, durant des mois, entre le président Luis Arce et son ancien allié, l'ex-président de gauche Evo Morales (2006-2019), pour le contrôle du parti au pouvoir, le Mouvement pour le socialisme en Bolivie (MAS), alors que le pays fait face à de graves difficultés économiques.

Les alliés d'Evo Morales au Congrès ont constamment contrecarré les tentatives du gouvernement Arce de s'endetter pour alléger une partie de la pression, encore selon AP.

Le général Zúñiga a évoqué cette paralysie durant sa tentative de renversement, revendiquant *«écouter le cri du peuple»* et déclarant à la presse que l'armée était fatiguée des luttes intestines et cherchait à *«restaurer la démocratie»*. *«Regardez dans quelle situation nous nous trouvons, dans quelle crise ils nous ont laissés»*, a-t-il ajouté.

Le ministre de la Justice, Ivan Lima, a indiqué que les procureurs allaient requérir la peine maximale de 15 à 20 ans de prison contre Zúñiga *«pour avoir attaqué la démocratie et la Constitution»*.

La question des raisons profondes reste ouverte. La rédactrice en chef de RT Margarita Simonian a quant à elle déclaré : *«Cette fois, la révolution du lithium en Bolivie a été stoppée.»* Avant de prévenir : *«Mais il y aura d'autres tentatives.»*

«À cet égard, pourquoi n'envoyons-nous pas des "gens polis" pour protéger la démocratie bolivienne et en même temps les réserves mondiales de lithium (sans lequel l'électronique est impossible) des pattes sanglantes et avides bien connues ?», a-t-elle ajouté, faisant référence aux militaires russes ayant sécurisé la Crimée en 2014 lors du coup d'État du Maïdan en Kiev, avant son rattachement de la péninsule à la Russie.

Et Margarita Simonian d'ajouter, pointant la main de Washington : *«De plus, cet hiver, [la Russie a] convenu avec le gouvernement actuel d'exploiter conjointement ce lithium. Ce qui, apparemment, a provoqué le caractère ludique accru des pattes gourmandes.»*

Un avis partagé par le journaliste Frédéric Aigouy, qui s'interroge sur une coïncidence. «*Le partenariat entre l'entreprise d'État Yacimientos de Litio Bolivianos et la société russe Uranium One doit commencer à fonctionner en 2025*», avait lancé le président Luis Arce, présent début juin au Forum économique de Saint-Pétersbourg. «*La Bolivie, qui possède 23 millions de tonnes de réserves de lithium – les plus importantes de la planète – est candidate à l'adhésion au BRICS*», a-t-il souligné. RT 27 juin 2024

L'échec du coup d'État en Bolivie et la leçon pour Washington

Lundi 24 juin le ministère bolivien des Affaires étrangères convoque la chargée d'affaires de l'ambassade US afin de lui faire part du caractère inacceptable et du rejet par la Bolivie de l'interférence de Washington dans les affaires internes boliviennes. Deux jours plus tard, le 26 juin, la tentative de coup d'État a lieu. Ne laissant pratiquement pas de doute quant au commanditaire de ladite tentative. Avec comme résultat un fiasco pour le principal intéressé.

<https://reseauinternational.net/lehec-du-coup-detat-en-bolivie-et-la-lecon-pour-washington/>